

# L'affrontement entre la N-VA et le PS est aussi un conflit sur l'impôt sur la plus-value

**Les élections du 25 mai tournaient autour de l'affrontement entre la N-VA et le PS. Mais comme l'électeur a fait gagner les deux, les négociations gouvernementales décideront si le fisc imposera dorénavant les plus-values sur des actions.**

La France montre que ce n'est pas une utopie. C'est ainsi que Paul Magnette, le président du PS, s'est défendu en expliquant les projets pour un impôt sur la fortune lors du Grand Débat Economique de

«L'Écho» face à Bart De Wever, le président de la N-VA. Il s'agit d'une des propositions qui opposent diamétralement les deux partis.

Qu'est-ce que ça va donner? Le problème est que l'électeur n'a pas tranché. Après les élections du 25 mai, la N-VA peut constituer une majorité avec les libéraux et les démocrates-chrétiens, même si ce n'est pas facile. Mais les partis du gouvernement Di Rupo peuvent eux aussi continuer à gouverner, s'ils le veulent. Les deux coalitions remportent une majorité dans la Chambre et dans les parlements régionaux.

Il ne faut toutefois pas en déduire que rien n'a été décidé? Les partis dont la proposition pour un impôt sur la fortune est la plus extrême n'entrent pas en jeu. Le PTB d'extrême gauche n'a pas percé en Flandres, même s'il obtient deux sièges dans la partie francophone de la Belgique. Le parti communiste est le seul à vouloir instaurer un impôt sur la fortune au sens littéral du mot, le fisc prélevant chaque année une partie de votre fortune, peu importe

si elle vous rapporte des revenus ou non. Il s'agit de 1% de votre revenu au-dessus de 1 million d'euros, 2% sur votre revenu au-dessus de 2 millions d'euros et 3% sur tout ce qui dépasse 3 millions d'euros.

Groen n'entre pas en jeu non plus, ne fût-ce que parce qu'Écolo a subi un échec et que la famille verte perd un siège à la Chambre. Mais il importe encore plus que, mathématiquement parlant, les verts ne sont pas indispensables dans les deux principaux scénarios, la N-VA avec les libéraux et les démocrates-chrétiens ou la tripartite classique.

Groen ne veut pas imposer la fortune, mais les revenus de la fortune. Le parti propose cependant un nouveau système drastique dans cette optique. Toutes les taxes existantes sur les revenus de la fortune ou sur les mouvements de capital disparaissent: le précompte mobilier et immobilier, les droits de donation, les droits de succession et les droits d'enregistrement. Elles sont remplacées par un prélèvement sur le rendement de la fortune, qui fonctionne comme dans l'impôt des personnes physiques. Une première somme est exonérée d'impôts. Celle-ci correspond à l'avoir net de la famille moyenne: la moitié des Belges sont plus pauvres que cette famille et ils ne paient donc pas d'impôts sur la fortune, l'autre moitié est plus riche et elle paie donc. Combien? Selon les tarifs de l'impôt des personnes physiques, qui peuvent atteindre jusqu'à 50%. Ceux qui possèdent plus de 1 million d'euros, paieraient donc plus d'impôts qu'à

l'heure actuelle.

Les deux propositions de Groen et du PTB ont donc peu de chances de l'emporter. De ce fait, la discussion porte sur la question de savoir si le fisc peut imposer les plus-values sur les actions ou non. En Flandres, le sp.a est pour, mais l'Open VLD, le CD & V et la N-VA non. En Belgique francophone, le soutien est plus important. Dans son programme, le PS dit «vouloir mettre fin à l'exonération fiscale pour les plus-values réalisées sur la vente d'actions». De même, les options sur actions doivent devenir imposables, un point de vue que le sp.a partage d'ailleurs. Le cdH veut, lui aussi, imposer davantage les actions, en simplifiant la fiscalité. Concrètement, les démocrates-chrétiens francophones veulent vous faire payer le même tarif sur des plus-values que sur des dividendes.

Il y a donc deux camps. Les partisans d'un impôt sur la plus-value: le PS, le cdH et le sp.a. Les opposants: le MR, Open VLD, la N-VA et le CD & V.

La conclusion est dès lors simple:

le jeu stratégique des négociations gouvernementales détermine quelle est la chance que nous devions prochainement payer des impôts sur les plus-values sur actions. En cas de coalition de centre droite avec la N-VA, les libéraux et les démocrates-chrétiens, il n'y a quasi aucune chance. Un seul partenaire gouvernemental est pour, quatre sont contre. En cas de tripartite, il s'en faudra de peu. Dans ce cas, la moitié des partenaires gouvernementaux sont pour, la moitié contre.

**BART HAECK**

**Il y a donc deux camps. Les partisans d'un impôt sur la plus-value: le PS, le cdH et le sp.a. Les opposants: le MR, Open VLD, la N-VA et le CD&V.**